

Par Michel Godet¹

Mettre le Mammouth à la page

Paru dans Challenges le 5 juin 2003

Quand les profs sont dans la rue et brûlent des livres en s'opposant à toute idée de réforme de l'Education Nationale on se dit que l'école publique est bien malade ! Il est pourtant remarquable ce petit livre blanc offert par le Ministre joliment intitulé : *"Lettre à tous ceux qui aiment l'école, pour expliquer les réformes en cours"* . Le diagnostic est limpide et consensuel. Mais les enseignants en grève déclarent n'y avoir rien appris ! Pourtant le réquisitoire est sévère et confirme que la solution des problèmes de l'éducation n'est pas dans les moyens. Ainsi le budget du ministère de l'Education nationale a augmenté de 10 milliards d'euros entre 1997 et 2002, alors que la démographie scolaire ne l'exigeait pas, bien au contraire, et l'on n'a rien résolu. *L'argent dépensé pour réduire les effectifs moyens de 26 % en élémentaire (de 28 à 22 élèves) et de 14 % au collège (de 27 à 24 élèves) a d'abord servi à réduire le stress des professeurs dans les classes difficiles et à alléger la tâche des autres.* Il y a toujours une proportion d'un tiers d'élèves entrant en sixième et ne maîtrisant pas correctement l'usage de la lecture et de l'écriture pour apprendre normalement. Cette violence de l'exclusion par l'échec frappe d'abord les enfants des milieux défavorisés qui se retrouvent concentrés dans les fameuses zones urbaines sensibles. L'apartheid urbain se renforce avec la carte scolaire - on se réjouira d'apprendre que plus de 40% des enfants d'enseignants y dérogent en Ile de France !. C'est ainsi qu'au bout de la chaîne plus de 150.000 jeunes sortent sans diplôme et près d'un sur deux va se retrouver au chômage. Les enseignants devraient s'interroger sur leur part de responsabilité et sur les réformes pour adapter le mammouth aux temps modernes. Il y a régulièrement 30 % à 40% d'irréductibles à faire grève dans le public, mais dans le secteur privé sous contrat, le service public est assuré à 100% avec des classes plus nombreuses en effectifs et des enseignants moins bien lotis que ceux du public pour les salaires nets et les retraites. Ces derniers ont l'avantage de

s'insérer dans des établissements plus autonomes dans leur pédagogie et plus soudés dans un projet collectif où les parents jouent un rôle actif. Il n'est plus possible de gérer de manière centralisée l'éducation nationale comme une immense armée rouge de plus de 1,3 million de personnes . L'Education peut rester Nationale dans ses objectifs stratégiques (programmes, orientations, qualifications des enseignants) et devenir Régionale dans la gestion des moyens humains et matériels . La centralisation stratégique pour être efficace doit être complétée par une décentralisation opérationnelle. Si l'Education Nationale est en crise, c'est d'abord parce qu'elle n'est pas assez décentralisée, expérimentale et soumise à évaluation. Rappelons le constat de Jack Lang : si les résultats scolaires sont nettement meilleurs en Bretagne, c'est certainement parce que l'émulation entre le privé et le public y est plus forte qu'ailleurs !

3095 signes espaces compris (dont 250 signes en Ital à supprimer) soit 2800 signes

¹ Professeur au Cnam. Auteur de ; "le Choc de 2006" . Odile Jacob janvier 2003